

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Dominique de Villepin et Laurence Parisot ne veulent
rien savoir : pas un sou !

Augmenter massivement les salaires !

- Social -

Date de mise en ligne : mercredi 12 octobre 2005

Démocratie & Socialisme

Laurence Parisot vient encore de nous répéter que " l'on ne peut donner ce qu'on n'a pas, qu'elle est consciente qu'il y a des problèmes de pouvoir d'achat, mais qu'il faut d'abord de la croissance... Alors que c'est évidemment l'inverse, il faut du pouvoir d'achat pour relancer la croissance...

L'augmentation des salaires est le meilleur moyen de redistribuer les richesses : un moyen bien meilleur que l'impôt, la prime pour l'emploi (PPE) ou l'épargne salariale qui profitent aux ménages dont les revenus sont les plus élevés.

L'augmentation des salaires est non seulement une affaire de justice sociale mais aussi d'efficacité économique : la faiblesse de la demande intérieure est l'un des principaux facteurs de l'atonie de la croissance.

L'envolée du prix de l'essence

La hausse du prix de l'essence depuis plus de deux ans et son envolée pendant l'été rendent encore plus douloureux le problème du pouvoir d'achat pour la grande majorité des salariés.

Le prix du baril de pétrole brut a triplé depuis début 2002. L'ouragan Katrina a fait franchir le cap des 70 \$ au prix du baril de brut. En effet, alors que les USA sont responsables de 25 % de la consommation mondiale d'essence, ce pays vit à court terme et ne dispose pas d'assez de raffineries pour constituer des réserves suffisantes. Or, l'ouragan qui a touché la Louisiane a entraîné la quasi-paralysie de huit raffineries. L'Agence internationale de l'énergie a donc demandé aux pays de l'Union européenne de faire parvenir aux Etats-Unis une partie de leurs stocks d'essence. Ce qui va être fait, empêchant peut-être que se produise un nouveau choc pétrolier, encore plus violent que celui qui est en cours mais n'empêchant pas l'augmentation brutale du prix du baril de brut.

Cette augmentation du prix de l'essence est d'autant plus douloureusement ressentie que le gouvernement Raffarin avait, dès 2002, supprimé la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) mis en place par le gouvernement Jospin en 2000. Cette taxe flottante permettait de limiter l'impact de la hausse du pétrole brut sur les tarifs pratiqués à la pompe. En effet, la taxe baissait quand le prix du pétrole brut augmentait au-delà d'un certain seuil. La taxe augmentait de nouveau lorsque le prix du brut diminuait.

Aujourd'hui, à chaque fois donc, que le prix du brut augmente, la TIPP et la TVA (qui représente environ 70 % du prix de l'essence) augmentent mécaniquement dans les mêmes proportions. Ce qui explique l'envolée du prix de l'essence. Une étude de Goldman Sachs prédisait, en mars dernier, un prix de 105 \$ du baril de brut. Cette étude avait laissé plus que sceptiques les opérateurs financiers. Que cette prévision devienne réalité n'a maintenant rien d'improbable. La hausse du prix du pétrole a, en effet, outre la spéculation, des racines structurelles : l'augmentation rapide de la consommation mondiale (fortement accentuée par les besoins de la croissance chinoise) et la limitation aussi bien des possibilités de production, de raffinage, que des réserves naturelles disponibles.

Cette augmentation frappe aujourd'hui de plein fouet une bonne partie des salariés qui n'ont pas, en l'état actuel des transports en commun et de l'aménagement du territoire, d'autres moyens pour se rendre au travail, faire leurs courses dans les supermarchés situés à la périphérie des villes... Cumulée à l'augmentation des prix d'achat d'une automobile, du coût des réparations et des assurances, l'augmentation du prix de l'essence rend de plus en plus onéreux l'utilisation d'une automobile.

La hausse du prix du pétrole se répercute également sur le prix du chauffage. Le prix du fuel tout d'abord. Mais aussi

celui de l'électricité, encore encouragé par le processus de privatisation engagé : les nouveaux actionnaires ne l'ont pas fait par pure philanthropie mais pour percevoir des dividendes.

Une question de justice sociale

Pour l'Institut National de la Consommation, l'augmentation moyenne a été de 167 euros par mois depuis 2001. Mais cette augmentation a été absorbée, à hauteur de 137 euros par la hausse des prix du tabac, des loyers, des carburants, de santé (honoraires des médecins, tarifs des maisons de retraite, assurances complémentaires). Il restait pourtant à payer tous les autres biens de consommation (alimentation, habits, appareils ménagers...) dont le prix avait lui aussi augmenté, les distributeurs profitant du passage à l'euro et de la fin du " double étiquetage " des prix.

Pour l'Insee, l'évolution du pouvoir d'achat a nettement ralenti

Le salaire moyen du secteur privé n'a augmenté que de 0,2 % en 2002 puis a baissé de 0,3 % en 2003 pour augmenter de nouveau de 0,4 %. Rappelons qu'entre 1998 et 2001, l'augmentation des salaires réels (compte non tenu de l'inflation) avait été de 1,2 % en moyenne.

Quant aux salaires de la fonction publique, aucune négociation salariale n'a abouti depuis 6 ans et le minimum mensuel garanti est une sorte de sous-Smic : 1 162 euros contre 1 217 euros.

Pendant ces mêmes années, les profits des entreprises cotées au CAC 40 ont augmenté de plus de 30 % tous les ans. 57 Milliards d'euros de bénéfices dans la seule année 2004. Ils ne vont ni en investissements ni en emplois. Les dividendes distribués aux actionnaires par les entreprises du CAC 40 explosent : 23 milliards d'euros en 2004, 26 milliards en 2005, soit 15 % de plus annoncés. En 2004, hausse des dividendes de 23 % pour Total, 800 % pour Arcilor, 143 % pour Oréal, 24 % pour Bnp Paribas. Des milliards d'euros ont été pris aux salaires et confisqués par les profits. Ainsi, le résultat net de Total dépasse les 9,5 milliards en 2004 et les 8 milliards d'euros au premier semestre 2005 et progresse de 65 % en un an. Cette année les bénéfices des firmes multinationales approcheraient les 100 milliards. (Le Figaro du 30 août 2005)

Pourquoi Laurence Parisot arrête-t-elle son raisonnement au milieu du chemin lorsqu'elle déclare avec son lyrisme médéfien : " la vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait à cette loi ? " Pourquoi, en effet les dividendes des actionnaires devraient-ils échapper à cette loi ? A tout prendre mieux vaut des dividendes précaires qu'un travail précaire qui rend encore plus précaire la vie, la santé et parfois même l'amour...

Une question d'efficacité économique

Depuis une vingtaine d'années, les salaires (suivant en cela les recommandations de l'Europe eu du " Livre blanc " de Jacques Delors) augmentent moins vite que la productivité du travail : d'un point par an environ. Ce point de productivité revient aux profits. Mais une bonne partie de ces profits ne vont pas renforcer les investissements productifs dans notre pays ou même en Europe où le taux d'investissement stagne depuis 20 ans. Ils sont distribués sous forme de dividendes versés aux actionnaires ou vont financer les investissements américains et accroître le

déficit des paiements des USA, renforçant ainsi le déséquilibre et la fragilité de l'économie mondiale.

Le déficit salarial, contrairement à ce qu'affirment les libéraux, constitue le principal obstacle à la croissance et donc à la création d'emplois.

Le Produit Intérieur Brut de notre pays a stagné au 2ème trimestre 2005 (+ 0,1 %). Il n'avait augmenté que de 0,4 % au 1er trimestre. Les prévisions les plus optimistes tablent sur une croissance de 1,5 % en 2005 : la moitié du taux de croissance annuel moyen entre 1998 et 2001. Il faut se rendre à l'évidence, c'est la faiblesse du pouvoir d'achat qui handicape le croissance. Il ne suffit pas de produire, il faut vendre. Il est, certes, toujours possible d'espérer vendre à l'étranger. Mais dans tous les pays, les politiques vont dans ce sens et, sous l'impact de la stagnation des salaires, de la hausse du chômage et de la précarité, c'est la demande globale qui diminue et mène l'économie dans le mur. Tout particulièrement l'économie de l'Union européenne tributaire d'un euro nettement surévalué par rapport au dollar et qui freine les exportations des pays de l'Euroland.

Les réponses de la droite

La droite proclame qu'elle a au 1er juillet augmenté le Smic de 5,8 %. En réalité, cette hausse ne concerne que les salariés au Smic qui sont restés aux 39 heures, soit 1,1 million de salariés sur 2,8 qui sont payés au Smic. Pour les autres salariés payés au Smic et qui bénéficiaient de " garanties mensuelles de rémunération " différentes en fonction de leur date de passage aux 35 heures, ces garanties n'augmenteront que de 2,1 % à 3,7 %.

Non seulement, la droite n'aura accordé aucun " coup de pouce " au Smic mais ce dernier n'aura même pas augmenté en fonction de la moyenne des salaires comme le prévoyait la loi qui régissait l'augmentation annuelle du Smic, avant la " mise entre parenthèses " de ces normes par la loi Fillon.

Pire, de Villepin procède à une nouvelle augmentation des allègements de cotisation sociale prévus par la loi Fillon. Ces allègements qui s'élèveront à 26 % du Smic brut pour un salaire au Smic seront, ensuite, dégressifs, jusqu'à 1,7 fois le Smic. Ces allègements (qui compensent largement l'augmentation du Smic) fragiliseront encore plus la protection sociale et constituent un formidable encouragement à ne pas augmenter les salaires afin de bénéficier de ces exonérations.

Pour tenter de résoudre la contradiction qui consiste à donner plus de pouvoir d'achat sans augmenter le " coût du travail ", le gouvernement Villepin vient de décider une hausse de la Prime Pour l'Emploi (PPE) de 50 % et sa mensualisation. Cette prime qui s'élève à un peu plus de 500 euros par an devrait atteindre 800 euros en 2006. Ce ne sont pas les patrons qui paieront mais les contribuables c'est-à-dire, pour l'essentiel, une partie du salariat. Martine Aubry (Le Monde du 02/09), démontrant ainsi, qu'elle partage la même problématique que les libéraux, ne remet pas en cause la prime pour l'emploi (instaurée par Lionel Jospin) mais affirme qu'il aurait mieux valu " l'augmenter substantiellement pour l'ensemble des salariés "...

Pour les autres salariés, le gouvernement se contente d'inciter les employeurs à débloquer les sommes affectées à la participation aux résultats de l'entreprise. Pour éviter toute négociation salariale, il propose qu'une prime de 1 000 euros (maximum) puisse être versée à chaque salarié en étant exonérée d'impôt et de cotisations sociales. Une augmentation de salaire se répercuterait sur les années suivantes, une prime n'aura pas le même effet.

Enfin, après avoir renoncé à limiter la vitesse sur autoroute à 115 km/heures (il paraît que les électeurs de droite, tout particulièrement, n'appréciaient pas...) de Villepin annonce une " aide à la cuve " de 75 euros pour les ménages

non imposable, sous forme d'un chèque du Trésor public. C'est la seule réponse trouvée par la droite pour aider les salariés à faire face à la hausse du fuel et de l'essence.

Les réponses qui devraient être celles de la gauche et du Parti socialiste

Il est nécessaire d'augmenter les salaires et de changer le mode de répartition des richesses en rompant avec cette règle libérale qui veut que les salaires augmentent moins vite que la productivité du travail.

Pour cela, il faut que l'Etat donne l'exemple et comble la perte de pouvoir d'achat enregistrée par les fonctionnaires depuis au moins six ans.

L'Etat peut également agir en augmentant le Smic et en le portant rapidement à 1 400 euros par mois comme le revendique, par exemple, la CGT.

Cette hausse du Smic resserrera l'éventail des salaires tout en entraînant une hausse des salaires pour une partie des salariés qui sont payés au-dessus du Smic. Un gouvernement de gauche devrait supprimer les exonérations de cotisations sociales pour les salaires compris entre 1 et 1,7 Smic qui constituent une trappe à bas salaires, une incitation à ne pas augmenter les salaires pour bénéficier du maximum d'exonération.

Un gouvernement de gauche devrait également imposer par la loi des minima de branches égaux au Smic. En effet, 80 % des branches du secteur privé ont des minima inférieurs au Smic. Le Smic n'est atteint qu'en intégrant les primes, l'ancienneté qui sont ainsi détournées de leur fonction. Cette évolution des minima sociaux permettra aux syndicats de revendiquer leur revalorisation à chaque fois que le Smic augmentera. Toutes les mesures prises par un gouvernement de gauche qui réduiront le chômage et la précarité, augmenteront les droits syndicaux iront dans le même sens en augmentant les capacités de lutte des salariés et de leurs organisations syndicales.

L'augmentation du prix du fuel et du pétrole est un problème spécifique qui nécessite une triple approche. Il s'agit, tout d'abord, de répondre au problème immédiat de l'augmentation insupportable du prix de l'essence et du fuel en rétablissant, ainsi que le demande le Parti Socialiste, la TIPP flottante et en mettant à contribution les profits des compagnies pétrolières.

Il s'agit, ensuite, de mettre en place une politique de l'énergie et des transports permettant de satisfaire les besoins économiques et sociaux. Il est évident que cela implique d'abandonner le processus de privatisation du secteur de l'énergie et de revenir sur ce qui a déjà été réalisé.

Il s'agit, enfin de mettre en oeuvre une politique visant à économiser l'énergie, à diversifier les sources d'énergie, à développer des transports en commun souples et performants à l'exact opposé de la politique de la droite qui veut faire disparaître nombre de trains régionaux.

Jean-Jacques Chavigné